ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Education nationale, le 9 juillet 1976, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant création et fonctionnement de l'Université du Hainaut", a donné le 28 juillet 1976 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 9e juli 1976 door de Minister van Nationale Opvoeding verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende oprichting en regeling van de werking van de Universiteit van Henegouwen", heeft de 28e juli 1976 het volgend advies gegeven :

Selon la lettre du Ministre de l'Education nationale soumettant à l'avis de la section de législation, le présent projet, deux modifications (dont l'une à l'exposé des motifs) y seront apportées "après que le Conseil d'Etat aura remis son avis définitif ... et avant que celui-ci soit soumis à nouveau au Conseil des Ministres".

D'autre part, le Conseil d'Etat constate que, dans la lettre du 4 juin 1976, adressée par le Secrétaire d'Etat au Budget au Ministre de l'Education nationale, il est fait des réserves notamment concernant l'incidence financière de certaine disposition.

Cette lettre ne peut être considérée comme l'accord prescrit par l'article 6 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire.

En raison de l'urgence invoquée par le Ministre de l'Education nationale, le Conseil d'Etat croit pouvoir déroger à l'usage fondé sur les travaux préparatoires et sur l'esprit de la loi du 23 décembre 1946 selon lequel le Conseil ne doit donner un avis que sur des textes qui ont, aux yeux de leur auteur, un caractère définitif.

*
* *

Etant donné le court délai imparti au Conseil d'Etat pour donner son avis, celui-ci ne peut qu'émettre les observations suivantes.

.../...

L'avant-projet de loi a, d'après son intitulé, pour objet de créer l' "Université du Hainaut" et de régler son "fonctionnement".

D'après l'exposé des motifs, la nouvelle université est le résultat du "regroupement" volontaire des trois institutions universitaires qui existent à Mons, à savoir : l'Université de l'Etat, la Faculté polytechnique et la Faculté universitaire catholique (FUCAM). La nouvelle université reprend la mission d'enseignement confiée par le législateur à chacune de ces trois institutions. Elle devient propriétaire des biens meubles affectés à l'Université de l'Etat, des biens immeubles et meubles du patrimoine de l'Université de l'Etat et de la Faculté polytechnique, et des biens meubles et immeubles de la Faculté universitaire catholique acquis ou construits à l'aide des prêts garantis par l'Etat. Le regroupement de ces trois institutions se fait dans le respect de l'originalité de ces établissements par l'octroi aux facultés constituantes d'une large autonomie dans des matières académiques en ce compris le choix des membres du corps enseignant et scientifique. D'autre part, le conseil d'administration sera composé paritairement de membres élus par la communauté universitaire et de membres représentant les milieux politiques, économiques, sociaux et culturels. "La désignation des représentants de ces différents milieux se fera sur une base pluraliste".

*
* *

.../...

Observations générales.

I. Le projet de loi, par son article 53, alinéa 2, fait dépendre le regroupement des trois institutions universitaires en une université de l'accord de l'assemblée générale de l'a.s.b.l. Faculté universitaire catholique. Il s'ensuit qu'à défaut de cet accord, l'Université du Hainaut se limiterait à l'association de l'Université de l'Etat et de la Faculté polytechnique dont l'accord est présumé. Un groupement de ces deux seules institutions n'entre cependant pas dans l'intention du Gouvernement. Il est essentiel pour celui-ci que l'Université du Hainaut comprenne les trois institutions universitaires. Il s'agit là d'une condition sine qua non à la création de la nouvelle université : le projet a d'ailleurs été rédigé en fonction de cette seule hypothèse.

Cette manière d'agir a suscité à juste titre des réserves de la part du Secrétaire d'Etat au Budget. Il peut difficilement admettre que l'application d'un texte voté par le Parlement dépende de la volonté d'une association privée. C'est pourquoi il propose qu'une décision sous condition suspensive soit prise par la FUCAM sur base du projet de loi.

La proposition faite par le Secrétaire d'Etat au Budget n'est cependant pas sans inconvénient : si le projet est amendé par le Parlement dans un sens défavorable à la FUCAM, cette dernière pourrait soutenir qu'elle n'est plus liée par l'accord qu'elle a donné au vu du projet et la loi sera également inapplicable.

.../...

C'est pourquoi il est proposé d'inscrire en tête du projet un article préliminaire qui pourrait être libellé comme suit :

"Le Ministre de l'Education nationale est autorisé à conclure avec la Faculté polytechnique de Mons, établissement public, et la Faculté universitaire catholique de Mons, association sans but lucratif, une convention tendant à créer avec l'Université de l'Etat à Mons l'Université du Hainaut. Cette Université aura la personnalité juridique. Ses statuts seront conformes aux dispositions de la présente loi".

*
* *

II. Le caractère juridique de la nouvelle université est imprécis. Si d'après l'exposé des motifs, l'une des principales caractéristiques de l'institution à créer est qu'elle "constituera un établissement public", le dispositif par contre semble plutôt conférer à l'Université le caractère d'un établissement privé. En effet, l'article 37 du projet modifiant l'article 9 de la loi du 22 avril 1958 portant création d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat ne prévoit pas l'inscription de l'Université du Hainaut soit dans la liste des institutions universitaires totalement financées par l'Etat (comme les universités de l'Etat de Gand et de Liège), soit dans celles des institutions universitaires partiellement financées par l'Etat (comme l'Universitaire Instelling Antwerpen). Par

contre l'article 38 du projet prévoit que l'Université du Hainaut bénéficiera des dispositions de la loi du 2 août 1960 relative à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique.

Du caractère public ou privé de l'Université du Hainaut dépendra le contrôle à exercer par le Gouvernement. S'il faut admettre avec l'exposé des motifs qu'il s'agit ici d'un établissement public, le contrôle sera assuré par un commissaire du Gouvernement, comme dans les institutions universitaires financées totalement ou partiellement par l'Etat (article 45, § 1er, de la loi du 27 juillet 1971) sinon le contrôle reviendra à un délégué du Gouvernement, comme c'est le cas pour les institutions universitaires libres subventionnées (article 45, § 2, de la loi du 27 juillet 1971).

Du caractère public ou privé de l'Université dépendra également le statut des membres du personnel. Celui-ci est fixé par l'article 6 du projet qui soulève les objections qui sont exposées sous cet article.

Il importe dès lors que le caractère juridique de l'établissement soit précisé.

*
* *

.../...

III. L'exposé des motifs relève que le projet de loi reprend dans une large mesure les lignes essentielles d'un "accord portant sur le regroupement des établissements existants en une nouvelle institution dénommée "Université du Hainaut".

D'après l'article 4 du projet, l'enseignement organisé par la nouvelle université est fondé sur les principes de la liberté académique et de la diversité des opinions, et, comme le dit l'exposé des motifs, elle sera "au service de toutes les familles spirituelles et philosophiques".

Ce but sera réalisé d'une part par la sauvegarde de l'originalité des facultés constituantes qui jouiront "d'une large autonomie dans les matières académiques en ce compris le choix des membres du corps enseignant et scientifique" et d'autre part par la composition du conseil d'administration. Ce conseil sera en effet composé paritairement de membres élus par la communauté universitaire et de membres représentant les milieux politiques, économiques, sociaux et culturels. "La désignation de ces représentants des milieux extérieurs se fera sur une base pluraliste".

Faut-il en conclure que le projet procède de l'idée d'un enseignement pluraliste ?

.../...

L'application de ce dessein implique nécessairement que les personnes susceptibles d'être appelées, soit d'office soit par voie de nomination ou d'élection, à faire partie du conseil d'administration devront être reconnues ou qualifiées appartenant à l'une ou l'autre "famille spirituelle ou philosophique". Force sera donc de tenir compte, lors de la constitution du conseil et de ses organes, des convictions philosophiques des intéressés.

Si l'on veut parvenir à la collaboration recherchée par la création de l'Université du Hainaut, il faut admettre qu'en principe l'appartenance à l'une ou l'autre "famille spirituelle ou philosophique" jouera un rôle important dans les nominations à effectuer au sein de l'institution même, plus particulièrement en ce qui concerne la nomination des membres du personnel enseignant et scientifique, d'autant plus que, d'après l'exposé des motifs, "l'originalité des facultés constituantes est concrétisée par l'octroi à celles-ci d'une large autonomie dans les matières académiques en ce compris le choix des membres du corps enseignant et scientifique".

La reconnaissance de ce principe comme l'un des fondements de la nouvelle institution et son application en vue de la constitution des organes de direction et les nominations du personnel sont de nature à susciter de sérieux problèmes touchant l'égale admissibilité des Belges aux emplois publics, garantie par l'article 6 de la Constitution, le respect de la liberté de pensée, de conscience, de religion et d'opinion garanti par les articles 9 et 10

.../...

de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, et par les articles 14 et 15 de la Constitution, et sans doute aussi le respect de la vie privée garanti par l'article 8 de la même Convention, et la liberté d'association garantie par son article 11 et par l'article 20 de la Constitution.

Il est évident, comme l'a déjà fait remarquer le Conseil d'Etat dans son avis sur un projet de loi portant création et fonctionnement de l'Universitaire Instelling Antwerpen, devenu la loi du 7 avril 1971, que la prise en considération des convictions philosophiques des intéressés peut porter atteinte au droit au silence, qui doit être regardé comme un élément essentiel de la liberté de conscience et de religion, et au droit de ne pas adhérer à une confession déterminée ou à une communauté organisée à tendance philosophique. Elle peut aussi aboutir à une intrusion dans la vie privée que chacun a le droit, en principe, de préserver contre l'ingérence de tiers et plus spécialement, de l'autorité. Les considérations que le Conseil d'Etat a consacrées à ce problème lors de l'examen dudit projet de loi valent également à quelques différences près pour le présent projet (voir à ce sujet Doc. Parl., Chambre 1970-1971, n° 763/1, pp. 15 à 17).

Au surplus, il reste à observer que "la sauvegarde de l'originalité des facultés constituantes" n'est assurée d'aucune manière dans le projet. La loi du 7 avril 1971 prérappelée prévoit à son article 18 une commission de membres

.../...

de parlement, chargée de veiller au respect des principes fondamentaux, plus particulièrement de l'équilibre philosophique, qui sont à la base de cette institution.

*
* *

Observations particulières.

Intitulé.

Si l'on retient le texte proposé dans l'observation générale I, il y aurait lieu de rédiger l'intitulé comme suit :

"Projet de loi relatif à la création et au fonctionnement de l'Université du Hainaut".

*

Article 1er.

Si la suggestion faite dans la première observation générale de rédiger un article liminaire est retenue, l'article 1er du projet devrait être modifié en conséquence.

*

.../...

Les facultés qui constituent, selon le projet, l'université, sont citées à l'article 40, qui figure dans le chapitre VI relatif aux dispositions transitoires. Cet article 40 est une disposition définitive qui devrait trouver sa place au début du projet.

Il est suggéré, sous réserve de la deuxième observation générale ci-dessus, de rédiger l'article 1er du projet, qui devient l'article 2, de la manière suivante :

"Article 2.-

§ 1er. Il est créé une institution d'enseignement universitaire dénommée "Université du Hainaut".

§ 2. L'université est constituée par les facultés suivantes :

(reprendre ici l'énumération de l'article 40, § 1er).

§ 3. Le conseil d'administration crée les nouvelles facultés, fixe leur dénomination et leur compétence. Il favorise les restructurations et rationalisations souhaitables.

Il encourage la création de départements interfacultaires à l'initiative des facultés concernées.

.../...

Il ne peut remettre en cause ni l'existence, ni la compétence, ni l'originalité des facultés énumérées au § 2 du présent article, si ce n'est de leur propre consentement".

Le Conseil d'Etat observe cependant que le mot "département" n'a pas été jusqu'ici défini par le législateur, même s'il l'a employé à l'article 21 de la loi du 7 avril 1971 portant création et fonctionnement de l' "Universitaire Instelling Antwerpen".

*

Article 2.

Si la suggestion faite ci-dessus concernait la rédaction d'un article préliminaire, l'article devrait être omis.

*

Article 5.

Ni les lois coordonnées du 31 décembre 1949 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, ni la loi du 11 septembre 1933 sur

.../...

la protection des titres d'enseignement supérieur ne fixent les conditions auxquelles les diplômes académiques légaux et scientifiques peuvent être délivrés.

En conséquence l'article 5 devrait être rédigé comme suit :

"Article 5.-

L'enseignement donné à l'Université comprend les matières correspondant aux exigences de la préparation aux examens pour la délivrance des diplômes qu'elle est habilitée à conférer en vertu des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Outre les grades académiques légaux, l'Université peut délivrer des diplômes scientiques dans les limites prévues par la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur, ainsi que des diplômes honorifiques".

*

Article 6.

L'article 6 cite parmi le personnel le personnel "technique et ouvrier", alors que, selon la loi du 28 avril 1953 et les arrêtés pris en exécution de celle-ci, le personnel des Universités de l'Etat comprend notamment "le personnel spécialisé" et "le personnel de maîtrise, gens de métier et de service".

.../...

Il est suggéré d'employer à l'article 6 la même terminologie.

La même observation devra être faite concernant les autres articles du projet qui emploient la même terminologie.

L'article 6 du projet prescrit que, "le statut du personnel enseignant, du personnel scientifique, du personnel administratif, technique et ouvrier rémunéré à charge de l'allocation de fonctionnement est identique à celui des mêmes catégories de personnel des Universités de l'Etat" et qu' "en vue de l'application de ce statut, les attributions du Roi sont exercées par le conseil d'administration".

Selon l'exposé des motifs, "l'article 41 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires se borne à stipuler que les institutions subventionnées par l'Etat doivent adopter pour leur personnel un statut équivalent au statut du personnel des universités de l'Etat.

La présente disposition prescrit, conformément au voeu émis par le personnel des trois institutions groupées, l'extension pure et simple de ce statut à la nouvelle université.

.../...

Elle créera ainsi une situation nette. Par le fait même, le personnel de l'Université rémunéré à charge de l'allocation de fonctionnement est soustrait aux lois sur le contrat d'emploi et le louage de services".

Cela implique-t-il que les membres du personnel de la nouvelle université seront soumis au statut administratif et pécuniaire, au régime des pensions, etc., applicables aux mêmes catégories de personnel des universités de l'Etat, alors que - comme le Conseil d'Etat l'a dit dans la deuxième observation générale - le régime juridique de la nouvelle université n'est pas clairement défini ?

Cela implique-t-il également que les membres du personnel de la nouvelle université, qui ont été engagés contractuellement passeront automatiquement sous régime statutaire ?

La législation par référence soulèvera nécessairement des difficultés d'application. Il suffit de citer, à titre d'exemple, l'application de l'article 35 de l'arrêté royal du 31 octobre 1953.

Le Conseil d'Etat estime qu'il serait préférable - eu égard à ces observations - que le statut du personnel de la nouvelle université soit fixé par la loi elle-même comme le législateur l'a fait pour l' "Universitaire Instellin Antwerpen" (loi du 7 avril 1971) et pour l' "Universitaire Centrum Limburg" (loi du 28 mai 1971).

*

.../...

Article 8.

En vertu de l'article 15, il appartient au conseil d'administration de déterminer la procédure d'élection.

La compétence ainsi attribuée n'implique pas le pouvoir de désigner la juridiction appelée à statuer sur les litiges qui pourraient surgir quant à la légalité des élections. Il appartient dès lors au législateur de déterminer la juridiction qui sera compétente pour veiller à la régularité des élections et pour en constater les résultats comme celle qui tranchera les litiges éventuels.

Sous réserve de cette observation, l'article 8 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 8.-

§ 1er. Le conseil d'administration est composé paritairement de membres représentant la communauté universitaire et de membres représentant les milieux extérieurs à l'Université.

§ 2. La communauté universitaire est représentée par des membres de droit et des membres élus au scrutin secret.

Les membres de droit sont

1° le recteur et le vice recteur
2° les doyens des facultés ou, en leur absence, les vice-doyens.

.../...

Les membres élus sont au nombre de seize, dont

1° douze membres étant :
   a) trois membres du personnel enseignant, élus par l'ensemble des membres de ce personnel;
   b) trois membres du personnel scientifique, élus par l'ensemble des membres de ce personnel;
   c) trois membres du personnel administratif, spécialisé, de maîtrise, gens de métier et de service, élus par l'ensemble des membres de ce personnel;
   d) trois étudiants élus par l'ensemble des étudiants;

2° quatre membres désignés de la manière indiquée à l'alinéa suivant, étant :
   a) un membre du personnel enseignant;
   b) un membre du personnel scientifique;
   c) un membre du personnel administratif, spécialisé, de maîtrise, gens de métier et de service;
   d) un étudiant.

Pour chaque faculté non représentée parmi les douze membres visés au § 2, alinéa 3, 1°, du présent article, est désigné le candidat qui a obtenu le pourcentage de voix le plus élevé; si tous les mandats visés au § 2, alinéa 3, 2°, ne sont pas attribués, le candidat ayant, dans chaque catégorie intéressée, obtenu le plus grand nombre de voix est désigné.

.../...

Pour chacun des mandats visés au § 2, alinéa 3, il y a un titulaire et un suppléant. Celui-ci exerce le mandat aux conditions prévues à l'article 14.

§ 3. Les membres issus des milieux extérieurs sont nommés par le Roi. Ils représentent autant que possible en parts égales, les pouvoirs publics, les milieux économiques sociaux et culturels.

Il est tenu compte, pour ces nominations, de la représentation des formations politiques au conseil provincial du Hainaut.

Le mandat de membre du conseil d'administration représentant les milieux extérieurs est incompatible avec tout charge ou toute qualité dans l'Université.

§ 4. Le conseil d'administration détermine la procédure d'élection et de désignation des personnes visées au § 2, alinéa 3 du présent article".

Article 9.

L'article 9 prévoit que "les membres du conseil d'administration sont désignés pour un terme de quatre ans ...

Une telle disposition ne se concilie pas nécessairement avec la durée du mandat des membres de droit.

Il est suggéré de rédiger cet article de la façon suivante :

.../...

"Article 9.-

La durée du mandat des membres nommés par le Roi ou élus est de quatre ans à l'exception du mandat des représentants des étudiants dont la durée n'est que de deux ans".

*

Articles 10 et 11.

Pour répondre à la chronologie des opérations il y a lieu d'intervertir l'ordre de ces articles.

*

Article 12.

Le collège compétent pour élire le recteur et le vice-recteur comprend notamment les professeurs à temps plein, les professeurs associés à temps plein, les chargés de cours à temps plein et les chargés de cours associés à temps plein.

Il y aurait lieu de préciser ce qu'il faut entendre par charge "à temps plein".

*

.../...

Article 13.

Le projet est particulièrement laconique en ce qui concerne les deux personnes les plus importantes du conseil de faculté, le doyen et le vice-doyen. Il se borne à dire : "Il (le conseil d'administration) détermine dans les mêmes conditions la procédure de désignation des doyens et vice-doyens et la durée de leurs mandats".

Il conviendrait de préciser :

1° les conditions d'éligibilité du doyen et du vice-doyen,

2° par qui ils sont désignés.

Il conviendrait également de préciser ce que le projet entend par les mots "mandataire public" qui figurent au § 1er, alinéa 3. S'agit-il de toutes les personnes exerçant une fonction publique ou uniquement des personnes désignées par voie d'élection ?

*

Article 15.

Cet article est rédigé en termes trop généraux. Il devrait figurer, comme il a été proposé ci-dessus, à l'article 8.

*

.../...

Article 17.

Aux termes de l'article 17, § 1er, 1°, le conseil d'administration "prend toutes décisions relatives au fonctionnement et au développement harmonieux de l'Université".

Suivant le § 2 du même article, ces décisions devront être prises à une majorité spéciale.

Le Conseil d'Etat se demande si telle est bien l'intention du Gouvernement, car sous la notion de fonctionnement rentre l'exercice de la gestion journalière de l'Université.

*

L'article 17, § 1er, 6°, prescrit que le conseil d'administration "nomme les membres du personnel enseignant et du personnel scientifique conformément à la proposition motivée des conseils des facultés et dans le respect des dispositions de l'article 4".

Cette disposition ne semble pas régler la nomination des membres du personnel enseignant (s'il en est) et du personnel scientifique des services communs, conformément aux propositions des conseils des facultés. Il peut se faire en effet, que ces conseils ne s'accordent pas sur les propositions à émettre.

.../...

Cette disposition ne semble pas non plus régler la nomination du personnel scientifique ne dépendant d'aucune faculté.

D'autre part, ces nominations sont faites sur "la proposition" motivée des conseils des facultés et dans le respect des dispositions de l'article 4.

Il semble bien que suivant les intentions du Gouvernement, le respect des dispositions de l'article 4 concerne les propositions motivées faites par le conseil de faculté en vertu de l'article 20, alinéa 2, 3°. C'est à cette place que cette condition devrait figurer.

Conformément au dit article 4, le conseil d'administration aura à veiller au respect de cette disposition.

*

Suivant l'article 17, § 1er, 10°, le conseil d'administration "décide en matière de gestion immobilière et d'investissements immobiliers".

Ces décisions, aux termes du § 2, doivent également être prises à la majorité spéciale, alors que le § 3 prévoit que le conseil d'administration peut déléguer au bureau permanent "tout ou partie des pouvoirs qui lui sont attribués" notamment en matière de "gestion immobilière

.../...

et d'investissements immobiliers". Le bureau permanent pourra donc prendre dans cette matière des décisions, sans qu'il y ait lieu de recourir à la majorité spéciale imposée au conseil d'administration. Ces deux dispositions doivent être mises en concordance.

*

Article 18.

L'article 18, alinéa 2, devrait être rédigé comme suit :

"Il représente l'Université dans les questions judiciaires et extrajudiciaires".

*

Article 20.

Suite à l'observation relative à l'article 17, § 1er, 6°,il y aura lieu d'insérer dans l'alinéa 2, 3°, de l'article 20, après les mots "il fait", les mots "dans le respect des dispositions de l'article 4".

*

En vertu de l'article 5 du projet, l'Université peut délivrer des diplômes honorifiques. Il est certainement dans les intentions du Gouvernement de conférer aux conseils de faculté le pouvoir de faire des propositions à cet effet.

Il est dès lors suggéré d'insérer entre le 3° et le 4° de l'alinéa 2 de l'article 20 la disposition suivante :

"4° il fait les propositions motivées au conseil d'administration en vue de l'octroi des diplômes honorifiques;".

Le 4° deviendrait alors le 5°.

*

.../...

Article 21.

L'alinéa 1er de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Le doyen convoque le conseil de faculté, dirige ses réunions et en exécute les décisions".

*

Article 22.

L'article 22 prévoit qu'un administrateur est désigné "parmi les membres de la catégorie du personnel de direction de l'Université".

Une telle catégorie est sans doute prévue pour le personnel administratif des universités de l'Etat par l'arrêté royal du 30 octobre 1971; il ne s'indique pas d'en faire une catégorie légale.

Il est suggéré de rédiger l'article 22 comme suit :

"Article 22.-

Le conseil d'administration désigne parmi les membres du personnel administratif de l'Université ... (comme dans le projet)".

*

.../...

Article 25.

L'alinéa 1er de l'article 25 prévoit que "le conseil d'administration et le bureau permanent peuvent déléguer à l'administrateur ou aux chefs de service désignés par eux des attributions dans les matières suivantes :

1° ...;
2° gestion immobilière;
3° investissements immobiliers;
4° ...".

Les observations émises concernant l'article 17, § 1er, 10°, et § 3, 3°, valent également ici.

L'alinéa 2 du même article dispose :

"De même les conseils des facultés peuvent déléguer aux chefs de service désignés par eux des attributions dans les matières visées à l'article 20, alinéa 1er".

A la limite, cette délégation pourrait porter sur tous les pouvoirs de gestion de la faculté confiés au conseil de faculté.

Il y aurait lieu de préciser les attributions qui peuvent être déléguées.

Il y aurait lieu également de préciser ce qu'il faut entendre par "chef de service" dans cet article 25 ainsi que dans l'article 26.

*

.../...

Article 27.

L'article 27 dispose que :

"Les biens immeubles acquis ou construits exclusivement à l'aide de prêts garantis par l'Etat restent la propriété de l'Etat.

L'Etat est titulaire, dans les biens immeubles acquis ou construits partiellement à l'aide de prêts garantis par l'Etat, d'un droit de propriété indivis et proportionnel à son intervention financière. L'Etat ne pourra exercer son droit de co-propriétaire que si le bien est soustrait à sa destination".

Selon l'exposé des motifs cette disposition est "justifiée par le caractère public de la nouvelle institution et est analogue à l'article 36 de la loi du 7 avril 1971 portant création et fonctionnement de l'"Universitaire Instelling Antwerpen".

Cet article 36 de la loi du 7 avril 1971 dispose :

"En dehors d'autres moyens éventuels, les investissements de l'Institution sont financés au moyen de dotations de l'Etat, ainsi qu'au moyen d'emprunts comme ceux prévus à l'article 6 de la loi du 2 août 1960.

Les biens immeubles acquis exclusivement par des dotations restent la propriété de l'Etat.

L'Etat est titulaire, dans les biens immeubles non acquis exclusivement par des dotations, d'un droit de propriété indivisible et proportionnel à son intervention financière.

...".

.../...

Cet article distingue donc nettement les deux modes de financement : par dotations, autrement dit à l'aide de crédits à charge du budget de l'Etat, et par emprunts, et c'est seulement sur les biens acquis totalement ou partiellement à l'aide de dotations que l'Etat a un droit de propriété ou de copropriété.

Mais, dans le cas de l'Université du Hainaut, le projet n'envisage apparemment pas d'autre mode de financement des investissements immobiliers que par des emprunts régis par la loi du 2 août 1960.

L'article 27 ne répond dès lors nullement aux intentions du Gouvernement, telles qu'elles résultent de l'exposé des motifs.

D'autre part, la loi du 2 août 1960, que l'article 38 du projet rend applicable à l'Université, prévoit en son article 9 :

"En cas de défaillance de l'emprunteur et d'appel à la garantie de l'Etat, celui-ci prélèvera le montant de son intervention sur une ou plusieurs des subventions annuelles octroyées par lui en vertu de la présente loi à concurrence de 10 % du montant des subventions".

Cet article 27 devrait être revu.

*

Article 30.

Cet article a pour objet d'étendre aux membres du personnel enseignant de l'Université du Hainaut le régime de pension et d'éméritat applicable aux membres du personnel enseignant des autres institutions universitaires.

.../...

Il est cependant à remarquer que les membres du personnel enseignant qui sont actuellement en fonction dans une des trois institutions et qui sont repris par la nouvelle université (article 45) sont déjà soumis à la loi du 30 juillet 1879, ceux de l'Université de l'Etat à Mons, en vertu de son article 1er, ceux de la Faculté polytechnique et de la Faculté catholique en vertu de son article 5bis. La mention du nouvel article 5sexies "à partir de l'entrée en vigueur de la loi portant création (de l'Université du Hainaut)" est donc inexacte en ce qui les concerne.

Cette mention est pareillement inexacte en ce qui concerne les membres du personnel enseignant qui seront nommés à l'Université du Hainaut sans avoir appartenu aux anciennes institutions universitaires : ils ne seront soumis à la loi du 30 juillet 1879 qu'à partir de leur nomination.

Il semble, par conséquent, qu'il serait préférable de rédiger le nouvel article 5sexies de la loi du 30 juillet 1879 comme suit :

"Les membres du personnel enseignant de l'Université du Hainaut bénéficient des dispositions des articles 5bis à 5quinquies".

*

Article 34.

L'attention doit être attirée sur le fait qu'un projet de loi modifiant la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur, ayant fait l'objet de l'avis de la section de législation L. 12.515/1. du 18 mars 1976, insère à l'article 1er, III, a),de cette loi, un 10°, un 11°, qui vise la Faculté polytechnique de Mons, et un 12°.

*

.../...

Article 35.

L'Université du Hainaut que le projet tend à créer, remplace notamment l'Université de l'Etat à Mons. Il y aurait, dès lors, lieu d'abroger l'article 37bis des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, qui donnait à cette Université compétence pour délivrer certains diplômes.

Il y aurait lieu également d'abroger l'article 37, alinéa 2, 6°, qui est relatif à la faculté polytechnique de Mons.

*

Article 36.

Le 2° et le 3° de cet article seraient mieux rédigés comme suit :

" 2° à l'article 4, le § 3 et le § 4, alinéa 2, sont abrogés;

3° à l'article 4bis, les mots "et à l'université de l'Etat à Mons" figurant au premier alinéa et les mots "à l'école d'interprètes internationaux" figurant au deuxième alinéa sont supprimés".

*

Article 37.

L'article 9 de la loi du 22 avril 1958 a été modifié par deux lois promulguées le 27 juillet 1971, l'une concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et l'autre relative au financement et au contrôle des institutions universitaires.

.../...

Il serait préférable de rédiger un nouvel article 9, reprenant le texte établi par la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, compte tenu des modifications prévues au projet.

*

Article 38.

A l'article 38, 2°, il faut remplacer "alinéa 6" par "alinéa 8".

*

Article 39.

La loi modificative visée dans le liminaire de l'article 39 est datée du 17 janvier 1974.

*

Article 40.

Si les suggestions faites par le Conseil d'Etat concernant l'article 1er du projet sont retenues, seule subsisterait la disposition du § 2. Celle-ci n'aurait d'ailleurs un caractère transitoire que dans la mesure où son application serait limitée dans le temps. S'il en était autrement, elle devrait figurer dans les dispositions définitives, sous le chapitre IV, Dispositions financières.

*

.../...

Article 41.

Cet article dispose en une seconde phrase :

"Ces élections doivent avoir lieu au plus tard dans le mois qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi".

Aux termes de l'article 53, alinéa 1er, "la présente loi entre en vigueur au début de l'année académique 1976-1977, à l'exception des articles 41 et 43 qui entrent en vigueur à la date de sa publication au Moniteur Belge".

Cette disposition de l'article 41 tout comme la disposition de l'article 43, § 1er, dernier alinéa ne peuvent être appliquées, la présente loi ne pouvant être adoptée et publiée avant le début de l'année académique 1976-1977. D'autre part, on ne peut concevoir l'application même partielle d'une loi avant son entrée en vigueur.

Ces dispositions devraient être revues.

*

Article 42.

Les mots "autant que numériquement possible" doivent être précisés.

*

.../...

Article 45.

Il y a lieu de se référer à l'observation faite par le Conseil d'Etat concernant l'article 6.

*

Article 47.

Cette disposition fixe, à titre transitoire, le régime des pensions de certains membres des institutions que le projet regroupe dans l'Université du Hainaut.

Le Conseil d'Etat rappelle l'observation qu'il a faite concernant l'article 6 et selon laquelle notamment le régime normal des pensions de retraite et de survie n'est pas réglé d'une manière suffisamment claire, d'autant que l'article 114 de la Constitution exige une loi à cet effet.

*

Article 48.

Ces dispositions doivent être examinées à la lumière des observations faites par le Conseil d'Etat à l'article 6.

En ordre subsidiaire, si cet article 6 était maintenu tel quel, il y aurait lieu à l'article 48, alinéa 1er, de remplacer les mots "annexé au statut de ce personnel" par les mots "annexé au statut du personnel des Universités de l'Etat".

*

.../...

Article 49.

Aux termes de l'article 38 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, à partir du 1er juillet 1971, il est accordé annuellement, notamment à la Faculté polytechnique de Mons et à la Faculté universitaire catholique de Mons une "subvention" exclusivement affectée au service des pensions des membres du personnel enseignant de ces institutions, admis à la retraite avant le 1er juillet 1971.

La question se pose de savoir si une telle subvention est comprise dans l'allocation annuelle, dont il est question au 1°.

S'il en était ainsi, le texte devrait être rédigé d'une manière plus explicite.

*

Les §§ 1er et 2 de cet article 49 sont des dispositions définitives qu'il y aurait lieu de faire figurer au chapitre IV, relatif aux dispositions financières, à moins que le Gouvernement ne donne à ces dispositions un caractère temporaire comme le suggère le Secrétaire d'Etat au Budget dans sa lettre du 4 juin 1976.

*

Article 50.

L'article 50, § 2, 1°, institue pour les biens immeubles acquis ou construits à l'aide de prêts garantis par l'Etat, un régime différent de celui prévu à l'article 27.

.../...

Cet article 50 a un caractère définitif et devrait trouver sa place au chapitre IV, relatif aux dispositions financières, après l'article 27, avec lequel il devrait se concilier en ce qui concerne les immeubles acquis ou construits à l'aide de prêts consentis par l'Etat.

L'article 50, § 3, dispose :

"§ 3. Les transferts prévus au § 2 sont effectués sans frais".

Cette disposition devrait être précisée à la lumière, par exemple, de l'article 5 de la loi du 28 mai 1970 modifiant la loi du 12 août 1911 accordant la personnification civile aux universités de Bruxelles et de Louvain et modifiant la loi du 2 août 1960 relative à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique.

*

Article 52.

Cet article trouverait mieux sa place en fin du chapitre V, dont l'intitulé pourrait être modifié comme suit : "Dispositions modificatives et abrogatoires".

L'intitulé du chapitre VII deviendrait : "Disposition finale".

*

.../...

Article 53.

Si la suggestion faite dans la première observation générale était adoptée, la loi ne serait plus une loi portant création de l'Université du Hainaut, mais une loi habilitant le ministre à conclure une convention en vue de la création de l'Université du Hainaut.

Cette loi pourrait donc entrer en vigueur le dixième jour suivant sa publication au Moniteur, sous réserve des dispositions modificatives et abrogatoires pour lesquelles le Roi devrait être autorisé à fixer la date d'entrée en vigueur.

Suite à la première observation générale, l'alinéa 2 de l'article 53 doit être omis.

Volgens de brief waarmee de Minister van Nationale Opvoeding het onderhavige ontwerp aan de afdeling wetgeving voorlegt, zullen daarin twee wijzigingen (waarvan één in de memorie van toelichting) worden aangebracht "nadat de Raad van State zijn definitief advies heeft overhandigd en eer het ontwerp andermaal aan de Ministerraad wordt voorgelegd".

De Raad van State stelt vast dat de Staatssecretaris voor Begroting in zijn brief van 4 juni 1976 aan de Minister van Nationale Opvoeding voorbehoud maakt, met name ten aanzien van de financiële terugslag van een aantal bepalingen.

Die brief kan niet geacht worden het akkoord te zijn als voorgeschreven in artikel 6 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole.

Wegens de spoed waarop de Minister van Nationale Opvoeding zich beroept, meent de Raad van State te mogen afwijken van het op de parlementaire voorbereiding en de geest van de wet van 23 december 1946 stoelende gebruik dat hij slechts adviseert over teksten die de indiener als definitief beschouwt.

*

* *

Binnen de korte termijn die hem gelaten is, ziet de Raad zich genoodzaakt zijn advies tot de volgende opmerkingen te beperken.

Volgens het opschrift heeft het voorontwerp van wet tot doel, de "Université du Hainaut" op te richten en de "werking" ervan te regelen.

De memorie van toelichting noemt de nieuwe universiteit de uitkomst van de bewust gewilde "samenvoeging" van de drie te Bergen bestaande universitaire instellingen : de Rijksuniversiteit, de "Faculté polytechnique" en de "Faculté universitaire catholique (FUCAM). De nieuwe universiteit neemt de onderwijsopdracht over die de wetgever aan ieder van de drie instellingen heeft toevertrouwd. Ze wordt eigenaar van de voor de Rijksuniversiteit bestemde roerende goederen, van de roerende en onroerende goederen van het vermogen van de Rijksuniversiteit en van de Polytechnische Faculteit en van de roerende en onroerende goederen welke de FUCAM verkregen of gebouwd heeft met door de Staat gewaarborgde leningen. De samenvoeging van de drie instellingen geschiedt onder vrijwaring van hun oorspronkelijkheid; daarvoor wordt aan de samenstellende faculteiten een ruime autonomie verleend in academische aangelegenheden, waartoe behoort de keuze van de leden van het onderwijzend en wetenschappelijk personeel. Voorts zal de raad van beheer paritair zijn samengesteld uit leden die door de universitaire gemeenschap worden gekozen en uit leden die de politieke, economische, sociale en culturele kringen vertegenwoordigen. "Die vertegenwoordigers van buiten-universitaire kringen zullen aangewezen worden op een pluralistische grondslag".

*

* *

.../...

Algemene opmerkingen.

I. De ontwerp-wet, artikel 53, tweede lid, maakt de samenvoeging van de drie universitaire instellingen tot één universiteit afhankelijk van de instemming van de algemene vergadering van de v.z.w. "Faculté universitaire catholique". Bij ontstentenis van die instemming zou de "Université du Hainaut" beperkt blijven tot een samengaan van de Rijksuniversiteit en de Polytechnische Faculteit, wier instemming wordt vermoed. Maar een samenvoeging van alleen maar die twee instellingen ligt niet in het voornemen van de Regering, voor wie het essentieel is dat de "Université du Hainaut" de drie omvat. Dat is een conditio sine qua non voor de oprichting van de nieuwe universiteit. Het ontwerp is overigens opgesteld met die ene hypothese als uitgangspunt.

Die werkwijze heeft terecht voorbehoud uitgelokt van de zijde van de Staatssecretaris voor Begroting, die bezwaarlijk kan aannemen dat de toepassing van een door het Parlement goedgekeurde tekst afhankelijk wordt van de wil van een private vereniging. Daarom stelt hij voor dat de FUCAM een beslissing onder opschortende voorwaarde neemt op basis van de tekst van de ontwerp-wet.

Het voorstel van de Staatssecretaris voor Begroting brengt intussen wel enig bezwaar mee : zou het Parlement het ontwerp in een voor de FUCAM ongunstige zin amenderen, dan zou deze kunnen voorhouden dat zij niet langer gebonden is door het akkoord dat zij na kennisgeving van het ontwerp heeft gegeven, en dan wordt de wet eveneens ontoepasbaar.

.../...

Om al die redenen wordt voorgesteld, vooraan in het ontwerp een artikel te plaatsen in dezer voege :

"De Minister van Nationale Opvoeding is gemachtigd om met de "Faculté polytechnique de Mons", openbare instelling, en met de "Faculté universitaire catholique de Mons", vereniging zonder winstoogmerk, een overeenkomst te sluiten die ertoe strekt, samen met de Rijksuniversiteit te Bergen de "Université du Hainaut" op te richten.

Deze universiteit zal rechtspersoonlijkheid hebben.

Haar statuten behoren in overeenstemming te zijn met de bepalingen van deze wet".

*

* *

II. Het rechtskarakter van de nieuwe universiteit blijft in het vage. Wordt volgens de memorie van toelichting één van de hoofdkenmerken van de op te richten universiteit dat zij "een openbare instelling vormt", volgens de tekst zelf lijkt zij er veeleer als een private instelling te zullen uitzien. Artikel 37 van het ontwerp, dat strekt tot wijziging van artikel 9 van de wet van 22 april 1958 tot oprichting van een Fonds voor schoolgebouwen en gebouwen in schoolverband van het Rijk, plaatst de "Université du Hainaut" immers noch op de lijst

.../...

van de universitaire instellingen die geheel door de Staat worden gefinancierd (zoals de Rijksuniversiteiten Gent en Luik) noch op die van de gedeeltelijk door de Staat gefinancierde universitaire instellingen (zoals de Universitaire Instelling Antwerpen). Artikel 38 van het ontwerp bepaalt daarentegen dat de "Université du Hainaut" in aanmerking komt voor het bepaalde in de wet van 2 augustus 1960 betreffende de bijdrage van de Staat in de financiering van de vrije universiteiten en van diverse inrichtingen voor hoger onderwijs en voor wetenschappelijk onderzoek.

Van het antwoord op de vraag of de "Université du Hainaut" een publiek- dan wel een privaatrechtelijke instelling is, hangt af hoe de Regering er toezicht op zal uitoefenen. Moet met de memorie van toelichting worden aangenomen dat het om een openbare instelling gaat, dan berust de controle bij een regeringscommissaris, zoals in geheel of gedeeltelijk door de Staat gefinancierde universitaire instellingen (artikel 45, § 1, van de wet van 27 juli 1971). Zo niet, dan komt de controle in handen van een gemachtigde van de Regering, zoals voor gesubsidieerde vrije universitaire instellingen (artikel 45, § 2, van de wet van 27 juli 1971).

Van het publiek- of privaatrechtelijke karakter van de universiteit zal ook afhangen wat het personeelsstatuut zal zijn. Dat statuut wordt geregeld in artikel 6 van het ontwerp, waarbij de onder dat artikel uiteen te zetten bezwaren rijzen.

.../...

Het is dan ook belangrijk dat het rechtskarakter van de instelling duidelijk wordt omschreven.

*
* *

III. De memorie van toelichting wijst erop dat de ontwerp-wet in ruime mate de hoofdlijnen overneemt van een "akkoord over de samenvoeging van de bestaande instellingen in een nieuwe instelling, "Université du Hainaut" genaamd".

Volgens artikel 4 van het ontwerp steunt "het onderwijs dat door de nieuwe universiteit wordt ingericht op de beginselen van academische vrijheid en van verscheidenheid van mening"; zij zal, aldus de memorie van toelichting, "ten dienste staan van al de geestelijke en wijsgerige strekkingen".

Dat doel zal bereikt worden enerzijds "door de vrijwaring van de oorspronkelijkheid van de faculteiten waaruit de instelling bestaat" en die zullen beschikken over "een ruime autonomie in de academische aangelegenheden, met inbegrip van de keuze van de leden van het onderwijzend en wetenschappelijk personeel", anderzijds door de samenstelling van de raad van beheer. Deze raad zal immers paritair bestaan uit leden die door de universitaire gemeenschap worden gekozen en uit leden die de politieke, economische, sociale en culturele kringen ver-

.../...

tegenwoordigen. "Die vertegenwoordigers van buiten-universitaire kringen zullen aangewezen worden op een pluralistische grondslag".

Moet daaruit worden besloten dat het ontwerp uitgaat van de idee van een pluralistisch onderwijs ?

De verwerkelijking van die opzet houdt noodzakelijk in dat degenen die in aanmerking komen om hetzij ambtshalve, hetzij via benoeming of verkiezing, deel uit te maken van de raad van beheer, erkend of aangemerkt moeten zijn als tot een bepaalde "geestelijke of wijsgerige strekking" te behoren. Bij de samenstelling van de raad en zijn organen zal dus onvermijdelijk met de levensbeschouwelijke gezindheid van de betrokkenen rekening moeten worden gehouden.

Wil men komen tot de samenwerking waar met de oprichting van de "Université du Hainaut" naar gestreefd wordt, dan moet men aannemen dat het behoren tot de een of andere "geestelijke of wijsgerige strekking" in beginsel een gewichtige rol zal spelen bij benoemingen in de instelling zelf, meer bepaald bij de benoeming van het onderwijzend en wetenschappelijk personeel, te meer daar volgens de memorie van toelichting "aan de vrijwaring van de oorspronkelijkheid van de faculteiten waaruit de instelling bestaat, een vaste vorm wordt gegeven door het verlenen van een ruime autonomie in de academische aangelegenheden, met inbegrip van de keuze van de leden van het onderwijzend en wetenschappelijk personeel".

.../...

De erkenning van dat beginsel als een van de pijlers van de nieuwe instelling en de toepassing ervan bij de vorming van de beleidsorganen en bij de benoeming van personeel kunnen ernstige problemen doen rijzen in verband met de gelijkheid der Belgen bij de benoeming tot openbare ambten, gegarandeerd in artikel 6 van de Grondwet, met de eerbiediging van de vrijheid van gedachte, van geweten, van godsdienst en van mening, gegarandeerd in de artikelen 9 en 10 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en in de artikelen 14 en 15 van de Grondwet, en wellicht ook in verband met de eerbiediging van het privé-leven, gewaarborgd in artikel 8 van het Verdrag, en van de vrijheid van vereniging, gewaarborgd in artikel 11 van het Verdrag en in artikel 20 van de Grondwet.

Zoals de Raad van State reeds opgemerkt heeft in zijn advies over het ontwerp van wet houdende oprichting en de werking van de Universitaire Instelling Antwerpen, inmiddels de wet van 7 april 1971 geworden, is het inderdaad duidelijk dat het in aanmerking nemen van de levensbeschouwelijke gezindheid van de betrokkenen tot een aantasting van het zwijgrecht kan leiden, dat als een wezenlijk bestanddeel van de gewetens- en godsdienstvrijheid moet worden beschouwd, en van het recht niet tot een bepaalde gezindheid of tot een georganiseerde gemeenschap met levensbeschouwelijke strekking toe te treden. Dat kan ook medebrengen dat doorgedrongen wordt in een levenssfeer die iedereen in beginsel gerechtigd is voor inmenging van derden en meer bepaald van de overheid beslo-

.../...

ten te houden. De beschouwingen die de Raad van State bij het onderzoek van dat wetsontwerp aan dat vraagstuk heeft gewijd, gelden op enkele verschilpunten na ook voor het onderhavige wetsontwerp (zie daarover Gedr. St. Kamer, 1970-1971, nr. 763-1, blz. 15 tot 17).

Bij dat alles komt dat "de vrijwaring van de oorspronkelijkheid van de faculteiten waaruit de instelling bestaat" in genen dele door het ontwerp verzekerd wordt. De evengenoemde wet van 7 april 1971 voorziet onder artikel 18 in een commissie van parlementsleden die moet toezien op de eerbiediging van de grondbeginselen, meer bepaald van het levensbeschouwelijk evenwicht, die aan de instelling ten grondslag liggen.

*

* *

Bijzondere opmerkingen.

Opschrift.

Neemt men de onder de algemene opmerking I voorgestelde tekst aan, dan redigere men het opschrift als volgt :

"Ontwerp van wet betreffende de oprichting en de werking van de "Université du Hainaut".

*

.../...

Artikel 1.

Als ingegaan wordt op de onder algemene opmerking I gegeven wenk om een inleidend artikel op te stellen, moet artikel 1 van het ontwerp dienovereenkomstig gewijzigd worden.

*

De faculteiten die volgens het ontwerp de universiteit zullen vormen, worden vermeld in artikel 40, dat voorkomt in hoofdstuk VI : "Overgangsbepalingen". Dat artikel 40 is een definitieve bepaling, die vooraan in het ontwerp moet komen te staan.

Onder voorbehoud van de algemene opmerking II hierboven wordt in overweging gegeven, artikel 1 van het ontwerp, dat artikel 2 wordt, als volgt te stellen :

"Artikel 2.-

§ 1. Er wordt een instelling voor universitair onderwijs opgericht, "Université du Hainaut" genaamd.

§ 2. De universiteit is samengesteld uit de volgende faculteiten :

(hier komt de opsomming van artikel 40, § 1).

§ 3. De raad van beheer richt de nieuwe faculteiten op, en bepaalt hun benaming en bevoegdheid. Hij werkt de gewenste herstructureringen en rationalisaties in de hand.

.../...

Hij bevordert de oprichting van interfacultaire departementen waartoe de betrokken faculteiten het initiatief nemen.

Hij mag noch het bestaan, noch de bevoegdheid, noch de oorspronkelijkheid van de in § 2 van dit artikel genoemde faculteiten in het geding brengen, behalve met hun eigen instemming".

De Raad van State merkt echter op dat de wetgever de termen "departement" alsnog niet nader heeft omschreven, ook al heeft hij hem gehanteerd in artikel 21 van de wet van 7 april 1971 houdende oprichting en de werking van de Universitaire Instelling Antwerpen.

*

Artikel 2.

Als ingegaan wordt op de gegeven wenk in verband met de redactie van een inleidend artikel, moet artikel 2 vervallen.

*

Artikel 5.

Noch de gecoördineerde wetten van 31 december 1949 op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, noch de wet van

.../...

11 september 1933 op de bescherming van de titels van het hoger onderwijs stellen voorwaarden waaronder wettelijke academische diploma's en wetenschappelijke diploma's uitgereikt mogen worden.

Artikel 5 leze men dan ook als volgt :

"Artikel 5.-

Het aan de Universiteit gegeven onderricht omvat de vakken die beantwoorden aan de eisen van de voorbereiding op examens voor het behalen van de diploma's die zij gemachtigd is te verlenen op grond van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

Behalve de wettelijke academische graden kan de Universiteit wetenschappelijke diploma's verlenen binnen de grenzen van de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs, alsook erediploma's".

*

Artikel 6.

Tot het personeel behoort volgens artikel 6 het "technisch en werkliedenpersoneel", terwijl volgens de wet van 28 april 1953 en de besluiten tot uitvoering daarvan, het personeel van de Rijksuniversiteiten onder meer omvat "het gespecialiseerd personeel" en het "meesters-, vak- en dienstpersoneel".

.../...

Men gebruike dezelfde terminologie in artikel 6.

De opmerking geldt ook voor de overige artikelen van het ontwerp die dezelfde terminologie hanteren.

Artikel 6 van het ontwerp bepaalt :

"Het statuut van het onderwijzend personeel, het wetenschappelijk personeel, het administratief personeel, het technisch en het werkliedenpersoneel, dat bezoldigd wordt ten laste van de werkingstoelage is hetzelfde als dat van dezelfde categorieën personeel van de Rijksuniversiteiten ..." en : "Met het oog op de toepassing van dat statuut worden de bevoegdheden van de Koning uitgeoefend door de raad van beheer".

Volgens de memorie van toelichting wordt "in artikel 41 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen enkel bepaald dat de door de Staat gesubsidieerde instellingen voor hun personeel een statuut moeten vaststellen dat gelijkwaardig is met het statuut van het personeel van de Rijksuniversiteiten.

Overeenkomstig de wens uitgedrukt door het personeel der drie samengevoegde instellingen, wordt in onderhavig artikel 6 bepaald dat bedoeld statuut gewoonweg van toepassing zal zijn in de nieuwe universiteit.

.../...

Op die manier wordt een zuivere toestand geschapen. Door het feit zelf wordt het universitair personeel dat bezoldigd wordt met de werkingstoelage onttrokken aan de wetten op het bediendencontract en de dienstverstrekking".

Betekent dit dat het personeel van de nieuwe universiteit zal vallen onder het administratief statuut, de bezoldigings-, de pensioenregeling enz. die voor dezelfde personeelscategorieën van de Rijksuniversiteiten gelden, terwijl - zoals de Raad reeds in de algemene opmerking II heeft gezegd - de rechtsregeling van de nieuwe universiteit niet duidelijk is omschreven ?

Betekent dit ook dat de bij overeenkomst in dienst genomen leden van het personeel van de nieuwe universiteit automatisch naar de statuutregeling zullen overgaan ?

Met verwijzingswetgeving zijn onvermijdelijk toepassingsmoeilijkheden gemoeid. Men denke bij voorbeeld aan de toepassing van artikel 35 van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953.

Gelet op de bovenstaande opmerkingen acht de Raad van State het verkieslijk dat het personeelsstatuut in de nieuwe universiteit bij de wet zelf wordt vastgesteld, zoals al geschied is voor de "Universitaire Instelling Antwerpen" (wet van 7 april 1971) en voor het "Universitair Centrum Limburg" (wet van 28 mei 1971).

*

.../...

Artikel 8.

Krachtens artikel 15 wordt de verkiezingsprocedure door de raad van beheer bepaald.

De aldus opgedragen bevoegdheid impliceert niet het recht tot het aanwijzen van het rechtscollege dat op eventuele geschillen over de wettigheid van verkiezingen te beschikken zal hebben. Het is dus zaak van de wetgever, te bepalen welk rechtscollege bevoegd zal zijn om toe te zien op het regelmatige verloop van de verkiezingen en de uitslag ervan te constateren, en ook om op eventuele geschillen te beschikken.

Onder voorbehoud van de gemaakte opmerking lezemen artikel 8 als volgt :

"Artikel 8.-

§ 1. De raad van beheer is paritair samengesteld uit leden die de universitaire gemeenschap en uit leden die de buiten-universitaire kringen vertegenwoordigen.

§ 2. De universitaire gemeenschap wordt vertegenwoordigd door leden van rechtswege en door bij geheime stemming verkozen leden.

De leden van rechtswege zijn

1° de rector en de vice-rector;

2° de decanen van de faculteiten of, bij hun afwezigheid, de vice-decanen.

.../...

De verkozen leden zijn zestien in getal, waaronder

1° twaalf leden, te weten :

a) drie leden van het onderwijzend personeel, gekozen door de gezamenlijke leden van dat personeel;

b) drie leden van het wetenschappelijk personeel, gekozen door de gezamenlijke leden van dat personeel;

c) drie leden van het administratief, het gespecialiseerd en het meesters-, vak- en dienstpersoneel, gekozen door de gezamenlijke leden van dat personeel;

d) drie studenten, gekozen door de gezamenlijke studenten;

2° vier leden, op de in de volgende alinea aangegeven wijze aangewezen, te weten :

a) een lid van het onderwijzend personeel;

b) een lid van het wetenschappelijk personeel;

c) een lid van het administratief, het gespecialiseerd en het meesters-, vak- en dienstpersoneel;

d) een student.

Voor iedere faculteit die niet vertegenwoordigd is onder de twaalf in § 2, derde lid, 1°, van dit artikel bedoelde leden wordt aangewezen de kandidaat die het hoogste stemmenpercentage heeft behaald; indien niet alle in § 2,

.../...

derde lid, 2°, bedoelde mandaten worden toegewezen, wordt aangewezen de kandidaat die, in elke betrokken categorie, het hoogste stemmental heeft behaald.

Voor elk van de in § 2, derde lid, bedoelde mandaten is er een werkend en een plaatsvervangend lid. Deze laatste oefent het mandaat uit onder de in artikel 14 bepaalde voorwaarden.

§ 3. De leden uit de buiten-universitaire kringen worden door de Koning benoemd. Zij vertegenwoordigen, volgens een zoveel mogelijk gelijke verdeling, de openbare besturen en de economische, sociale en culturele kringen.

Voor die benoemingen wordt rekening gehouden met de vertegenwoordiging van de politieke fracties in de provincieraad van Henegouwen.

Het mandaat van lid van de raad van beheer als vertegenwoordiger van buiten-universitaire kringen is onverenigbaar met enig ambt of enige hoedanigheid in de Universiteit.

§ 4. De raad van beheer bepaalt de procedure voor de verkiezing en de aanwijzing van de personen bedoeld in § 2, derde lid, van dit artikel".

.../...

Artikel 9.

Artikel 9 bepaalt dat "de leden van de raad van beheer worden aangesteld voor een termijn van vier jaar ...".

Zulk een bepaling is niet noodzakelijk overeen te brengen met de duur van de ambtstermijn van de leden van rechtswege.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te stellen :

"Artikel 9.-

De ambtstermijn van de door de Koning benoemde en van de verkozen leden duurt vier jaar, behalve voor de studentenvertegenwoordigers, wier ambtstermijn slechts twee jaar duurt".

*

Artikelen 10 en 11.

Terwille van de chronologische volgorde van de verrichtingen moeten die artikelen van plaats verwisselen.

*

Artikel 12.

Het college dat bevoegd is om de rector en de vice-rector te kiezen, omvat onder meer de hoogleraren

.../...

met een volledige betrekking, de geassocieerde hoogleraren met een volledige betrekking, de docenten met een volledige betrekking en de geassocieerde docenten met een volledige betrekking.

Het begrip "met een volledige betrekking" behoeft verduidelijking.

*

Artikel 13.

Het ontwerp is uitermate terughoudend ten aanzien van de twee voornaamste leden van de faculteitsraad : de decaan en de vice-decaan. Het beperkt zich tot de bepaling : "Hij (de raad van beheer) bepaalt onder dezelfde voorwaarden de wijze van aanstelling van de decanen en de vice-decanen en de duur van hun mandaat".

Aangegeven zou moeten worden :

1° onder welke voorwaarden de decaan en de vice-decaan verkiesbaar zijn,

2° door wie ze worden aangewezen.

Verduidelijkt zou ook moeten worden wat het ontwerp verstaat onder "openbaar mandaat" in § 1, derde lid. Gaat het om alle bekleders van een openbaar ambt of alleen om de personen die bij verkiezing aangewezen worden ?

*

.../...

Artikel 15.

De bewoordingen van dit artikel zijn te algemeen. Het zou, zoals eerder is voorgesteld, onder artikel 8 moeten komen te staan.

*

Artikel 17.

Luidens artikel 17, § 1, 1°, neemt de raad van beheer "alle beslissingen betreffende de werking en de uitbouw van de Universiteit".

Volgens § 2 van hetzelfde artikel moeten die beslissingen bij "bijzondere meerderheid" worden genomen.

De Raad van State vraagt zich af of de Regering het wel zo bedoelt, want onder "werking" valt toch het voeren van het dagelijks beheer van de Universiteit.

*

Artikel 17, § 1, 6°, bepaalt dat de raad van beheer "de leden van het onderwijzend en het wetenschappelijk personeel benoemt overeenkomstig de gemotiveerde voordracht van de faculteitsraden en met inachtneming van de bepalingen van artikel 4".

Hiermede lijkt nog geen regeling te zijn getroffen om het onderwijzend personeel (als er is) en het

.../...

wetenschappelijk personeel van de gemeenschappelijke diensten te kunnen benoemen overeenkomstig de voordracht van de faculteitsraden. Het is immers niet ondenkbaar dat deze geen overeenstemming bereiken over bepaalde voordrachten.

Evenmin doet die bepaling een regeling aan de hand voor de benoeming van het wetenschappelijk personeel dat onder geen enkele faculteit ressorteert.

Aan de andere kant worden die benoemingen gedaan op de gemotiveerde "voordracht" van de faculteitsraden en met inachtneming van de bepalingen van artikel 4.

Aangenomen mag worden dat de "inachtneming van de bepalingen van artikel 4" volgens de Regering betrekking heeft op de gemotiveerde voordrachten welke de faculteitsraad doet krachtens artikel 20, tweede lid, 3°. Daar moet die voorwaarde dan ook komen te staan.

Overeenkomstig dat artikel 4 moet de raad van beheer toezien dat die bepaling in acht wordt genomen.

*

Volgens artikel 17, § 1, 10°, beslist de raad van beheer "over het beheer van de onroerende goederen en onroerende investeringen".

Luidens § 2 moeten ook die beslissingen bij "bijzondere meerderheid" worden genomen, terwijl de raad

.../...

van beheer volgens § 3 aan het vast bureau "alle of een gedeelte van de bevoegdheden kan overdragen" die hem onder meer in zake "beheer van onroerende goederen en onroerende investeringen" zijn toegekend. Het vast bureau zal in die aangelegenheden beslissingen mogen nemen zonder dat het de "bijzondere meerderheid" nodig heeft, die de raad van beheer wel behoeft.

De twee bepalingen moeten met elkaar in overeenstemming worden gebracht.

*

Artikel 18.

Het tweede lid van artikel 18 leze men als volgt :

"Hij vertegenwoordigt de Universiteit in gerechtelijke en buitengerechtelijke zaken".

*

Artikel 20.

Gelet op wat bij artikel 17, § 1, 6°, is opgemerkt, voege men in het tweede lid, 3°, van artikel 20 na de woorden "hij draagt" de volgende woorden in : "met inachtneming van de bepalingen van artikel 4".

*

Krachtens artikel 5 van het ontwerp mag de Universiteit ook erediploma's uitreiken. Het is stellig de bedoeling van de Regering dat de faculteitsraden bevoegdheid krijgen om daartoe strekkende voorstellen te doen.

Daarom wordt voorgesteld, tussen 3° en 4° van het tweede lid van artikel 20 de volgende bepaling in te voegen :

"Hij doet gemotiveerde voorstellen aan de raad van beheer met het oog op het verlenen van erediploma's;".

De tekst onder 4° wordt dan 5°.

*

Artikel 21.

Het eerste lid van dit artikel leze men als volgt :

"De decaan roept de faculteitsraad bijeen, leidt de vergaderingen en voert de beslissingen uit".

*

Artikel 22.

Volgens artikel 22 wordt een beheerder aangesteld uit "de leden van de categorie bestuurspersoneel van de Universiteit".

.../...

Voor het administratief personeel van de Rijksuniversiteiten bestaat zulk een categorie krachtens het koninklijk besluit van 30 oktober 1971, maar het is niet raadzaam er een categorie naar de wet van te maken.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 22.-

De raad van beheer wijst uit de leden van het administratief personeel van de Universiteit ... (zoals in het ontwerp)".

*

Artikel 25.

Het eerste lid van artikel 25 bepaalt :

"De raad van beheer en het vast bureau kunnen aan de beheerder of aan de dienstchefs die door hen worden aangewezen bevoegdheid overdragen in de volgende aangelegenheden :

1° ...;
2° beheer van de onroerende goederen;
3° belegging in onroerende goederen;
4° ...".

Hetgeen bij artikel 17, § 1, 10°, en bij § 3, 3°, is opgemerkt, geldt ook hier.

.../...

Het tweede lid van hetzelfde artikel bepaalt :

"Evenzo kunnen de faculteitsraden aan de door hen aangewezen dienstchefs bevoegdheid overdragen in de aangelegenheden bedoeld in artikel 20, eerste lid".

In het uiterste geval zou die "overdracht" kunnen slaan op alle aan de faculteitsraad verleende bevoegdheden terzake van beheer van de faculteit.

Aangegeven moet worden welke bevoegdheden overgedragen kunnen worden.

Verduidelijkt moet ook worden wat in artikel 25, en in artikel 26, te verstaan is onder "dienstchefs".

*

Artikel 27.

Artikel 27 bepaalt :

"De onroerende goederen uitsluitend aangekocht of gebouwd met behulp van leningen gewaarborgd door de Staat blijven het eigendom van de Staat.

In de onroerende goederen gedeeltelijk aangekocht of gebouwd met behulp van leningen gewaarborgd door de Staat, heeft de Staat een onverdeeld eigendoms-

.../...

recht in verhouding tot zijn financiële bijdragen. De Staat kan slechts gebruik maken van zijn recht op medeëigendom als het goed aan zijn bestemming wordt onttrokken".

Volgens de memorie van toelichting is die bepaling "verantwoord wegens het openbaar karakter van de nieuwe instelling en komt (ze) overeen met artikel 36 van de wet van 7 april 1971 houdende oprichting en regeling van de werking van de Universitaire Instelling Antwerpen".

Dat artikel 36 van de wet van 7 april 1971 bepaalt :

"Behalve uit mogelijke andere middelen worden de investeringen van de Instelling gefinancierd bij middel van dotaties van het Rijk, evenals bij middel van leningen zoals voorzien in het artikel 6 van de wet van 2 augustus 1960.

De uitsluitend door dotaties verkregen onroerende goederen blijven eigendom van het Rijk.

In de niet uitsluitend door dotaties verkregen onroerende goederen heeft het Rijk een onverdeeld eigendomsrecht in verhouding tot zijn financiële tussenkomst.

...".

.../...

Dat artikel maakt dus een duidelijk onderscheid tussen twee wijzen van financiering : door dotaties, anders gezegd met kredieten ten bezware van de Rijksbegroting, en door leningen; alleen op goederen die geheel of ten dele met dotaties verkregen zijn, heeft de Staat een recht van eigendom of medeëigendom.

Voor de "Université du Hainaut" lijkt het ontwerp geen andere wijze van financiering van onroerende beleggingen te zien dan in door de wet van 2 augustus 1960 geregelde leningen.

Artikel 27 beantwoordt dus in genen dele aan de bedoeling van de Regering zoals die uit de memorie van toelichting blijkt.

De wet van 2 augustus 1960, die door artikel 38 van het ontwerp op de Universiteit toepasselijk wordt verklaard, bepaalt van haar kant onder artikel 9 :

"Wanneer de ontlener in gebreke blijkt en een beroep gedaan wordt op de Staatswaarborg, kan de Staat het bedrag van zijn tegemoetkoming van één of meer jaarlijkse toelagen welke door hem worden toegekend krachtens deze wet voorafnemen tot een bedrag van 10 t.h. der toelagen".

Artikel 27 behoort te worden herzien.

*

.../...

Artikel 30.

Dit artikel strekt ertoe de pensioen- en emeritaatregeling die voor het onderwijzend personeel van de andere universitaire instellingen geldt, van overeenkomstige toepassing te verklaren op het onderwijzend personeel van de "Université du Hainaut".

Opgemerkt moet worden dat de leden van het onderwijzend personeel die thans in een van de drie instellingen werkzaam zijn en door de nieuwe universiteit overgenomen worden (artikel 45), reeds onderworpen zijn aan de wet van 30 juli 1879 : die van de Rijksuniversiteit Bergen krachtens artikel 1, die van de Polytechnische Faculteit en de Katholieke Faculteit krachtens artikel 5bis. De vermelding in het nieuwe artikel 5sexies : "vanaf de datum van inwerkingtreding van de wet houdende haar oprichting (van de "Université du Hainaut")" is dus wat hen betreft verkeerd.

Zij is dat evenzo ten aanzien van de leden van het onderwijzend personeel die aan de "Université du Hainaut" benoemd zullen worden zonder dat zij tot de bestaande universitaire instellingen hebben behoord : zij zullen eerst vanaf hun benoeming onder de wet van 30 juli 1879 komen te vallen.

Het lijkt daarom verkieslijk het nieuwe artikel 5sexies van de wet van 30 juli 1879 als volgt te lezen :

.../...

"De leden van het onderwijzend personeel van de "Université du Hainaut" komen in aanmerking voor het bepaalde in de artikelen 5bis tot 5quinquies".

*

Artikel 34.

Er moge op gewezen worden dat een ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs, waarover de afdeling wetgeving op 18 maart 1976 onder L.12.515/1 heeft geadviseerd, in artikel 1, III, a), van die wet een 10°, een 11° dat op de "Faculté polytechnique de Mons" doelt, en een 12° heeft ingevoegd.

*

Artikel 35.

De door de ontwerp-wet op te richten "Université du Hainaut" komt onder meer in de plaats van de Rijksuniversiteit Bergen. Er is dus aanleiding tot het opheffen van artikel 37bis van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, dat die Universiteit bevoegdheid tot het uitreiken van bepaalde diploma's verleende.

Eveneens op te heffen is artikel 37, tweede lid, 6°, dat de "Faculté polytechnique de Mons" betreft.

*

.../...

Artikel 36.

De tekst van 2° en 3° van dit artikel leze men als volgt :

"2° in artikel 4 worden § 3 en § 4, tweede lid, opgeheven;

3° in artikel 4bis worden de woorden "en in de Rijksuniversiteit te Bergen" uit het eerste lid en de woorden "aan de school voor internationale tolken" uit het tweede lid geschrapt".

*

Artikel 37.

Artikel 9 van de wet van 22 april 1958 is gewijzigd door twee op 27 juli 1971 afgekondigde wetten; de ene betreft de organisatie van het hoger onderwijs, de andere de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

Het verdient de voorkeur dat een nieuw artikel 9 wordt geredigeerd, waarin de tekst van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt overgenomen, met inachtneming van de in het ontwerp bepaalde wijzigingen.

*

.../...

Artikel 38.

In artikel 38, 2°, vervange men "zesde lid" door "achtste lid".

*

Artikel 39.

De in de inleidende volzin van artikel 39 genoemde wijzigingswet dagtekent van 17 januari 1974.

*

Artikel 40.

Wordt ingegaan op de bij artikel 1 gedane suggestie, dan blijft alleen het bepaalde onder § 2 over. Dit zou overigens slechts in zover de toepassing in de tijd beperkt wordt, een overgangsbepaling zijn. Als dit niet zo was zou zij in hoofdstuk IV, "Financiële bepalingen", moeten komen te staan onder de definitieve bepalingen.

*

Artikel 41.

Dit artikel bepaalt in de tweede volzin :

"Die verkiezingen moeten uiterlijk binnen de maand die volgt op de inwerkingtreding van deze wet gehouden worden".

.../...

Luidens artikel 53, eerste lid, "treedt deze wet in werking bij het begin van het academiejaar 1976-1977, met uitzondering van de artikelen 41 en 43 die in werking treden op de datum van haar bekendmaking in het Belgisch Staatsblad". Noch die bepaling van artikel 41, noch het bepaalde in artikel 43, § 1, laatste lid, kunnen toepassing vinden, want de onderhavige wet kan onmogelijk voor het begin van het academiejaar 1976-1977 aangenomen en bekendgemaakt worden. Aan de andere kant is een zelfs gedeeltelijke toepassing van een wet ondenkbaar eer zij in werking treedt.

Deze bepalingen moeten herzien worden.

*

Artikel 42.

De woorden "zo juist mogelijk" vragen om nadere toelichting.

*

Artikel 45.

Hier moge verwezen worden naar 's Raads opmerking bij artikel 6.

*

.../...

Artikel 47.

Deze bepaling treft een overgangsregeling voor de pensioenen van sommige leden van de instellingen die het ontwerp onder de "Université du Hainaut" samenbrengt.

De Raad van State verwijst naar hetgeen hij bij artikel 6 heeft opgemerkt, namelijk dat de normale rust- en overlevingspensioenregeling niet scherp genoeg is omlijnd, te meer daar artikel 114 van de Grondwet daartoe een wet vereist.

*

Artikel 48.

Deze bepalingen moeten bezien worden in het licht van de opmerkingen die de Raad van State bij artikel 6 heeft gemaakt.

Subsidiair zij erop gewezen dat, als artikel 6 ongewijzigd blijft, de woorden "gevoegd bij het statuut van het personeel" in artikel 48, tweede lid, vervangen moeten worden door "gevoegd bij het statuut van het personeel van de Rijksuniversiteiten".

*

.../...

Artikel 49.

Luidens artikel 38 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt met ingang van 1 juli 1971 jaarlijks, onder meer aan de "Faculté polytechnique de Mons" en aan de "Faculté universitaire catholique de Mons", een "toelage" toegekend welke uitsluitend wordt aangewend voor de dienst der pensioenen van de leden van het onderwijzend personeel van deze inrichtingen, die vóór 1 juli 1971 op rust zijn gesteld.

De vraag is of een dergelijke "toelage" begrepen is in de "jaarlijkse toelage" waarvan onder 1° sprake is.

Als dat inderdaad het geval is moet de tekst in duidelijker termen worden gesteld.

*

De §§ 1 en 2 van artikel 49 zijn definitieve bepalingen die onder hoofdstuk IV, "Financiële bepalingen", zouden moeten komen te staan, tenzij de Regering er tijdelijke bepalingen in ziet, zoals de Staatssecretaris voor Begroting in zijn brief van 4 juni 1976 suggereert.

*

Artikel 50.

Artikel 50, § 2, 1°, treft ter zake van met leningen onder Staatswaarborg verkregen of gebouwde onroerende goederen een andere regeling dan artikel 27.

.../...

Dit artikel 50 is een definitieve regeling die onder hoofdstuk IV, "Financiële bepalingen", op haar plaats zou zijn na artikel 27, waar het mee in overeenstemming zou moeten zijn ten aanzien van onroerende goederen die verkregen of gebouwd zijn met door de Staat toegestane leningen.

Artikel 50, § 3, bepaalt :

"§ 3. De overdracht waarvan sprake is in § 2 gebeurt kosteloos".

Deze bepaling moet worden herzien, bijvoorbeeld aan de hand van artikel 5 van de wet van 28 mei 1970 tot wijziging van de wet van 12 augustus 1911 houdende toekenning van rechtspersoonlijkheid aan de hogescholen te Brussel en Leuven en tot wijziging van de wet van 2 augustus 1960 betreffende de tussenkomst van de Staat in de financiering van de vrije universiteiten en van diverse inrichtingen voor hoger onderwijs en voor wetenschappelijk onderzoek.

*

Artikel 52.

Dit artikel zou beter op zijn plaats zijn aan het slot van hoofdstuk V, waarvan het opschrift als volgt kan worden veranderd : "Wijzigings- en opheffingsbepalingen".

.../...

Het opschrift van hoofdstuk VII zou dan worden : "Slotbepaling".

*

Artikel 53.

Wordt de onder algemene opmerking I gegeven wenk opgevolgd, dan zou de wet er geen meer zijn tot oprichting van de "Université du Hainaut", maar een wet die de Minister bevoegd verklaart tot het sluiten van een overeenkomst met het oog op de oprichting van de "Université du Hainaut".

Die wet zou dus de tiende dag na haar bekendmaking in het Staatsblad in werking kunnen treden, onder voorbehoud van de wijzigings- en opheffingsbepalingen, waarvoor de Koning gemachtigd zou moeten worden de datum van inwerkingtreding vast te stellen.

Gelet op de algemene opmerking I moet het tweede lid van artikel 53 vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : F. REMION, président de chambre,

A. DEPONDT, conseillers d'Etat,
A. VANDER STICHELE, staatsraden,

J. LIMPENS, assesseurs de la section de législation,
F. DE KEMPENEER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

R. VAN HAECKE, greffier en chef.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANDER STICHELE.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. VAN HAECKE. F. REMION.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter,

hoofdgriffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANDER STICHELE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, auditeur.